



## CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2000-2001

### TABLE DES MATIÈRES

#### LES CRÉDITS 2000-2001

|  | PAGE |
|--|------|
| 1. Les <b>crédits</b> 2000-2001 .....  | 3    |
| 2. Les <b>faits saillants</b> .....  | 5    |
| 3. Les <b>objectifs généraux</b> et les <b>modes d'intervention par direction générale</b> ... | 7    |
| 4. Les <b>crédits détaillés</b> 2000-2001 .....  | 15   |

## **LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. **L'organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire** 22
2. **La liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :** 24
  - tirage
  - coût
  - distribution
  - imprimeur
3. **La liste des voyages hors-Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999 :** 39
  - endroit et dates du départ et du retour
  - but du voyage
  - personnes rencontrées
  - coût
  - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
  - bilan et résultat des rencontres
4. **La liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :** 52
  - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001
  - la ventilation des dépenses par type de média
  - les noms des fournisseurs
  - le but visé par chaque dépense

5. **La liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :** 62
- liste et coût
  - copie des soumissions
  - copie du questionnaire et du résultat
6. **La liste des études commandées durant l'exercice financier 1999-2000 à la demande du ministère ou de l'organisme :** 64
- liste et coût
  - copie des soumissions
  - copie des études
7. **La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1999-2000 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :** 66
- le nom du professionnel ou de la firme
  - le mandat ou le résultat du contrat (rapport ou document final)
  - la durée du contrat
  - le coût du contrat
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
8. **La liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 1999-2000 en indiquant :** 68
- le nom du professionnel ou de la firme
  - le mandat et le résultat (rapport ou document final)
  - le coût
  - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
  - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions

|            |   |            |
|------------|---|------------|
| <b>9.</b>  | <b>La liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat</b>   | <b>222</b> |
| <b>10.</b> | <b>Le montant, pour l'année 1999-2000, de chacune des dépenses suivantes :</b>  | <b>226</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• la photocopie</li> <li>• la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie</li> <li>• la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation</li> <li>• les téléavertisseurs</li> <li>• le mobilier de bureau</li> <li>• les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item)</li> <li>• les distributeurs d'eau de source</li> <li>• le remboursement des frais de transport</li> <li>• le remboursement des frais d'hébergement</li> <li>• le remboursement des frais de repas</li> <li>• le ressourcement ou la préparation à la retraite</li> <li>• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au Québec</li> <li>b) à l'extérieur du Québec</li> </ul> </li> </ul> |            |
| <b>11.</b> | <b>La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :</b>  | <b>229</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• la marque et le modèle du véhicule</li> <li>• le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction</li> <li>• les coûts d'entretien des véhicules (réparation)</li> <li>• les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation)</li> <li>• les appels d'offres faits en 1999-2000 et les prévisions pour 2000-2001</li> <li>• spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres</li> </ul>   |            |

- |     |  |     |
|-----|--|-----|
| 12. | <b>Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1999-2000 ainsi que les prévisions pour 2000-2001. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme</b>   | 231 |
| 13. | <b>Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme</b>  | 233 |
| 14. | <b>À chacun des mois de l'exercice budgétaire 1999-2000, pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :</b><br><br>a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel<br><br>b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)<br><br>c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel  | 235 |
| 15. | <b>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :</b><br><br>a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)<br><br>b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir<br><br>c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie<br><br>d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)<br><br>e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires<br><br>f) nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis cinq ans | 245 |

- 16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :** **249**
- l'emplacement de la location
  - la superficie du local loué
  - la superficie réellement occupée
  - la superficie inoccupée
  - le coût de location au mètre carré
  - le coût total de ladite location
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
  - la durée du bail
- 17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1999-2000 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :** **251**
- l'emplacement de la location
  - la superficie du local loué
  - la superficie réellement occupée
  - la superficie inoccupée
  - le coût de location au mètre carré
  - le coût total de ladite location
  - les coûts d'aménagement réalisés en 1999-2000, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
  - la durée du bail
- 18. La liste du personnel du cabinet du ministre en 1999-2000 en indiquant pour chaque individu :** **253**
- la date de l'entrée en fonction
  - la date du départ, s'il y a lieu
  - le titre de la fonction
  - l'adresse du port d'attache
  - la classification
  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
  - le montant total des indemnités de départ versées
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
  - la description de tâches

- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1999-2000
  - le nombre total d'employés au cabinet
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée
19. **La liste des sommes d'argent versées en 1999-2000 à même le budget discrétionnaire :** **256**
- a) du ministre
- b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés
  - le montant attribué
  - le projet visé et le résultat
20. **La liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1999-2000** **267**
21. **La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1999-2000 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention** **269**
22. **La liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant :** **271**
- la masse salariale prévue à cet effet
  - le nombre de jours par employé prévus
23. **La liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) en indiquant :** **273**
- le poste initial
  - le salaire
  - le poste actuel, s'il y a lieu
  - la date de mise en disponibilité

|            |   |            |
|------------|---|------------|
| <b>24.</b> | <b>La liste du personnel hors-structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</b>  | <b>275</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• nom de la personne</li> <li>• poste occupé</li> <li>• salaire</li> <li>• assignation initiale</li> <li>• date de l'assignation hors structure</li> <li>• date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu</li> </ul>   |            |
| <b>25.</b> | <b>La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</b>  | <b>277</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• assignation initiale</li> <li>• assignation actuelle</li> <li>• salaire</li> </ul>   |            |
| <b>26.</b> | <b>La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :</b>  | <b>279</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• assignation initiale</li> <li>• assignation actuelle</li> <li>• salaire</li> </ul>   |            |
| <b>27.</b> | <b>La liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :</b> | <b>281</b> |
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• salaire de la personne</li> <li>• montant reçu du régime de retraite</li> </ul>  |            |
| <b>28.</b> | <b>Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)</b>  | <b>283</b> |



|     |  |            |
|-----|--|------------|
| 29. | <b>Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le total des frais d'intérêt payés pour l'année 1999-2000 et le montant total des garanties de dettes assumées par le gouvernement</b> | <b>285</b> |
| 30. | <b>Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet</b>                   | <b>287</b> |
| 31. | <b>Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété</b>                     | <b>289</b> |
| 32. | <b>Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs</b>   | <b>291</b> |

|  |
|--|
| <b>LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS</b> |
|--|

|    |  |            |
|----|--|------------|
| 1. | <b>Répartition des immigrants, et ce par catégories, admis au Québec en 1999-2000, selon le pays de naissance et la langue parlée en comparaison avec 1998-1999</b>  | <b>294</b> |
| 2. | <b>Nombre de demandes d'immigration traitées et nombre de certificats d'autorisation émis au cours de l'exercice 1999-2000, comparaison avec 1998-1999</b>   | <b>296</b> |
| 3. | <b>Répartition des immigrants admis au Québec en 1999-2000, selon le pays de naissance et la langue parlée, en comparaison avec 1998-1999</b>  | <b>299</b> |
| 4. | <b>Pour chaque Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI), nombre d'inscriptions ou nombre de bénéficiaires pour les cours offerts en 1999-2000 dans le cadre :</b><br><br>a) du Programme national de formation en établissement<br><br>b) du Programme québécois de francisation des immigrants<br><br>c) du Programme d'aide à la francisation des immigrants (à temps partiel et à temps plein)                                  | <b>301</b> |
| 5. | <b>Nombre de demandes d'admission et taux d'acceptation par rapport aux candidats admissibles pour 1999-2000. Indiquer le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe par les services à temps plein. Données détaillées sur les budgets globaux aux COFIS, pour 1999-2000, comparaison avec 1998-1999.</b>   | <b>305</b> |
| 6. | <b>Ventilation annuelle, par secteurs d'activité économique, des investissements au Programme «immigrants investisseurs», pour les 5 dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les 5 dernières années. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 1999-2000. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement</b> | <b>309</b> |

|            |  |            |
|------------|--|------------|
| <b>7.</b>  | <b>Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour l'année 1999-2000 :</b>   | <b>315</b> |
|            | a) le nombre de demandes d'immigration   |            |
|            | b) le nombre de certificats d'autorisation émis  |            |
|            | c) la catégorie d'immigration  |            |
|            | d) la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec en 1999-2000   |            |
|            | e) le nombre d'immigrants qui ont obtenu le droit de résidence permanente  |            |
| <b>8.</b>  | <b>Depuis les cinq dernières années, nombre total de demandes d'immigration traitées, par pays d'origine, en comparaison avec le nombre de certificats d'autorisation émis par pays et le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut</b> | <b>321</b> |
| <b>9.</b>  | <b>Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 1999-2000</b>  | <b>327</b> |
| <b>10.</b> | <b>Nombre de permis de séjour temporaire octroyés en 1998-1999 et 1999-2000 et répartition selon les catégories suivantes : étudiants, travailleurs, cas médicaux</b>  | <b>329</b> |
| <b>11.</b> | <b>Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programmes d'intégration en 1998-1999, 1999-2000 et prévisions pour 2000-2001</b>   | <b>331</b> |
| <b>12.</b> | <b>Ventilation détaillée des effectifs du ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 1999-2000 et prévisions pour 2000-2001 avec le lieu de travail habituel de chaque employé</b>   | <b>353</b> |
| <b>13.</b> | <b>Liste des mandats reçus par le Conseil des communautés culturelles et de l'Immigration en 1999-2000 et copie des consultations, études, recherches et avis effectués par le Conseil en 1999-2000</b>  | <b>355</b> |
| <b>14.</b> | <b>Copie de la correspondance échangée entre le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la ministre fédérale de l'Immigration depuis le 1er avril 1999</b>   | <b>357</b> |

|     |   |     |
|-----|---|-----|
| 15. | Liste des publications régulières sous la responsabilité du ministère et de Communication-Québec en indiquant le tirage, le mode de distribution et le nombre de copies distribuées; copie des numéros parus depuis le 1er avril 1999                         | 359 |
| 16. | Ventilation des dépenses du Fonds de développement de l'immigration en régions, en 1999-2000 et prévisions pour 2000-2001   | 361 |
| 17. | Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 1998-1999 en comparaison avec 1999-2000  | 363 |
| 18. | Copie de la Politique linguistique ministérielle visant à éliminer la méconnaissance du français  | 366 |
| 19. | Taux de rétention des immigrants au Québec depuis 1996 en indiquant le taux par région, les types d'immigrants quittant le Québec et le pays de naissance des immigrants quittant le Québec   | 386 |
| 20. | Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 1996, en indiquant le pays de naissance et le type d'immigrants  | 388 |
| 21. | Liste des études et des documents publiés en 1999-2000 par le ministère et Communication-Québec en indiquant leur coût, l'auteur et leur sujet. Liste des soumissionnaires, incluant le montant de la soumission pour chaque publication. Copie de ces études | 391 |
| 22. | Copie du plan stratégique 2000-2001 remis au Conseil du trésor  | 396 |
| 23. | Ventilation des dépenses publicitaires du ministère, tirages, types de publicité en 1999-2000 et 1998-1999  | 398 |

***PARTIE I - LES CRÉDITS 2000-2001***

## **1. LES CRÉDITS 2000-2001**

# MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

## TITRE : CRÉDITS 2000-2001

| BUDGETS/<br>SUPERCATÉGORIES/<br>CATÉGORIES      | PROGRAMME<br>01 | PROGRAMME<br>02 | PROGRAMME<br>03 | PROGRAMME<br>04 | TOTAL            |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|
| <b>BUDGET DE DÉPENSES</b>                       |                 |                 |                 |                 |                  |
| <b>RÉMUNÉRATION</b>                             |                 |                 |                 |                 |                  |
| Traitements                                     | 11 404,6        | 51 731,1        | 15 258,5        | 26 795,0        | 105 189,2        |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                           |                 |                 |                 |                 |                  |
| Loyers de la S.I.Q.                             |                 | 9 458,6         | 2 881,1         | 2 330,0         | 14 669,7         |
| Amortissement                                   | 369,3           | 2 551,7         | 230,0           | 2 100,0         | 5 251,0          |
| Autres dépenses                                 | 2 406,4         | 14 296,4        | 2 375,0         | 5 572,9         | 24 650,7         |
| Sous-total                                      | 2 775,7         | 26 306,7        | 5 486,1         | 10 002,9        | 44 571,4         |
| <b>TRANSFERT</b>                                |                 |                 |                 |                 |                  |
| Transfert                                       | 2 822,9         | 17 690,0        | 495,4           |                 | 21 008,3         |
| <b>CRÉANCES DOUTEUSES</b>                       |                 |                 |                 |                 |                  |
| Créances douteuses                              |                 |                 |                 | 500,0           | 500,0            |
| <b>TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES</b>               | <b>17 003,2</b> | <b>95 727,8</b> | <b>21 240,0</b> | <b>37 297,9</b> | <b>171 268,9</b> |
| <b>DINS :</b>                                   |                 |                 |                 |                 |                  |
| AMORTISSEMENT                                   | 369,3           | 2 551,7         | 230,0           | 2 100,0         | 5 251,0          |
| <b>PLUS :</b>                                   |                 |                 |                 |                 |                  |
| <b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>                 |                 |                 |                 |                 |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS</b>                          | 96,2            | 1 463,4         | 87,4            | 2 400,0         | 4 047,0          |
| <b>PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES<br/>ET AUTRES</b> |                 | 200,0           |                 |                 | 200,0            |
| <b>TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>         | <b>96,2</b>     | <b>1 663,4</b>  | <b>87,4</b>     | <b>2 400,0</b>  | <b>4 247,0</b>   |
| <b>CRÉDITS 2000-2001</b>                        | <b>16 730,1</b> | <b>94 839,5</b> | <b>21 097,4</b> | <b>37 597,9</b> | <b>170 264,9</b> |
| <b>EFFECTIF TOTAL</b>                           | <b>257</b>      | <b>1 034</b>    | <b>328</b>      | <b>513</b>      | <b>2 132</b>     |

## **2. LES FAITS SAILLANTS**



**TITRE : LES FAITS SAILLANTS**

On trouve essentiellement deux grandes explications quant à la variation à la hausse de 35,8 M \$ du budget de dépenses par rapport à l'année financière 1999-2000 :

|   |             |             |
|---|-------------|-------------|
| <b>1. Une baisse des crédits de 6,8 M \$</b>  | <b>M \$</b> | <b>M \$</b> |
| . Non récurrence (crédits supplémentaires en 1999-2000)                                 |             |             |
| Augmentations salariales  | (1,7)       |             |
| . Réallocation (effort budgétaire)  | (4,1)       |             |
| . Non renouvellement de l'entente entre Communication-Québec et le gouvernement fédéral | (0,7)       |             |
| . Ajustements divers  |             |             |
| Amortissement (247,9 K \$)  | (0,3)       |             |
| Loyers (63,2 K \$)  |             | (6,8)       |
|   |             |             |
| <b>2. Une hausse des crédits 42,6 M \$</b>  |             |             |
| . Curateur public (37,3 M \$)   | 37,3        |             |
| . Accord Canada-Québec (3,6 M \$)   | 3,6         |             |
| . Augmentations salariales (1,0 M \$)   | 1,0         |             |
| . Réaménagement budgétaire avec le budget d'investissements                             | 0,7         | 42,6        |
|   |             | <b>35,8</b> |

Le budget d'investissements passe de 2,6 M \$ en 1999-2000 à 4,2 M \$ en 2000-2001. Il s'agit d'une augmentation de 1,7 M \$ qui s'explique principalement par :

|  |             |             |
|--|-------------|-------------|
|  | <b>M \$</b> | <b>M \$</b> |
| <b>1. Une baisse des crédits de 0,7 M \$</b>     |             |             |
| - Réaménagement avec le budget de Fonctionnement | (0,7)       |             |
| <b>2. Une hausse des crédits de 2,4 M \$</b>     |             |             |
| - Curateur public                                | 2,4         | 1,7         |

**3. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET  
LES MODES D'INTERVENTION  
PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN RELATIONS CIVIQUES**

### **1. LE SECTEUR DES RELATIONS CIVIQUES**

#### **1.1 Objectifs généraux**

- Renforcer le sentiment d'appartenance à la société québécoise et susciter la participation des citoyens aux institutions et au développement de la société québécoise en favorisant chez tous les citoyens des liens de solidarité et le partage de valeurs communes.
- Soutenir et accroître la cohésion sociale et encourager les initiatives qui développent la compréhension entre les individus et les groupes et favorisent une meilleure représentation de la diversité de la société québécoise.
- Renforcer les conditions nécessaires à l'exercice des droits, des libertés, des devoirs et des responsabilités civiques et sociales.
- Lutter contre les diverses formes de discrimination et promouvoir l'égalité de traitement entre les citoyens.

#### **1.2 Modes d'intervention**

- Définir les problématiques et cerner les enjeux afin d'élaborer des orientations ministérielles en matière de citoyenneté, notamment pour développer le sentiment d'appartenance des citoyens à la collectivité québécoise, favoriser les liens de solidarité entre les citoyens, faire la promotion des droits et libertés, lutter contre la discrimination et le racisme et renforcer la participation civique des citoyens.
- Concevoir et élaborer les politiques et les programmes en ces matières, développer les instruments requis pour leur mise en œuvre, en assurer l'implantation.
- Réaliser et soutenir des activités et des projets en favorisant le développement de partenariat avec des organismes du milieu.
- Assurer la prise en compte des besoins des citoyens et des préoccupations du ministère en relations civiques dans les politiques, les programmes et les services des différents ministères et organismes du gouvernement du Québec.
- Assurer une fonction conseil de niveau gouvernemental en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, animer le Réseau des responsables de la protection des renseignements personnels et voir à la mise en place de programmes de formation en ce domaine.
- Assurer les représentations et les liaisons nécessaires auprès des instances fédérales et des instances internationales.

**SOURCE : SG**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 1 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**

## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

### **2. SECTEUR DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

#### **2.1 Objectifs généraux**

- Faciliter l'accès à l'information et aux services gouvernementaux de première ligne.
- Assurer la coordination de la communication gouvernementale lors de situation d'urgence et lors de la promotion de programmes et services gouvernementaux.
- Assurer l'intégrité de l'identité.

#### **2.2 Modes d'intervention**

- Administrer des services de renseignements sur les lois, les politiques, les programmes et les services du gouvernement du Québec accessibles à l'ensemble de la population.
- Assurer la fonction d'Éditeur officiel du gouvernement, administrer des services d'édition, de diffusion, de publication et de commercialisation des documents gouvernementaux et des services de traduction.
- Coordonner la diffusion de l'information et des services gouvernementaux sur Internet.
- Coordonner la gestion des droits d'auteur gouvernementaux, la gestion de la publicité gouvernementale et le programme d'identification visuelle du gouvernement.
- Élaborer un plan gouvernemental de communication et de renseignements à la population et coordonner les communications gouvernementales en situation d'urgence.
- Gérer le registre de l'état civil et délivrer aux citoyens des actes, des certificats ou des attestations de l'état civil.
- Coordonner la mise en œuvre de la gestion unifiée de l'identité et des adresses des citoyens du Québec.

**SOURCE : RAC**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 2 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**

## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN IMMIGRATION ET INTÉGRATION**

### **3. SECTEUR IMMIGRATION ET INTÉGRATION**

#### **3.1 Objectifs généraux**

- Recruter et sélectionner des ressortissants étrangers en fonction des besoins démographiques, économiques et culturels ainsi que des valeurs et de la capacité d'accueil du Québec.
- S'assurer que la majorité des immigrants admis connaissent le français.
- Soutenir l'apprentissage et l'usage de la langue française, langue commune de la vie publique au Québec.
- Assurer l'intégration des nouveaux immigrants dans les milieux de vie francophones et les institutions communes à l'ensemble des Québécois.
- Favoriser l'établissement des immigrants en région.
- Préserver la marge de manœuvre du Québec en immigration.

#### **3.2 Modes d'intervention**

- Définir les problématiques et cerner les enjeux afin d'élaborer des orientations ministérielles en matière d'immigration et d'intégration des immigrants.
- Concevoir et élaborer les politiques et les programmes en matière d'immigration et d'intégration des immigrants, développer les instruments requis pour leur mise en œuvre et en assurer l'implantation.
- Administrer les programmes et les services d'immigration et d'intégration.
- Assurer la prise en compte des besoins des immigrants dans les politiques, les programmes et les services des différents ministères et organismes du gouvernement du Québec.

**SOURCE : SG**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 3 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**

## FICHE SYNTHÈSE

|                |   |
|----------------|---|
| <b>TITRE :</b> | <b>LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN IMMIGRATION ET INTÉGRATION</b> |
|----------------|---|

- Assurer les liaisons fonctionnelles et opérationnelles avec les instances fédérales responsables afin d'articuler les politiques et les programmes du ministère avec les politiques et les programmes fédéraux dans ces secteurs et de préserver la marge de manœuvre du Québec.
- Assurer la gestion fonctionnelle du réseau d'immigration à l'étranger afin d'atteindre les objectifs du ministère en immigration et fournir les services d'aide, d'information et de référence appropriés.
- Assurer au Québec les services d'accueil et d'intégration auprès des immigrants afin de favoriser leur participation au développement de la société québécoise.
- Collaborer avec des organismes internationaux et d'autres pays intéressés par les migrations et l'établissement des migrants.
- Participer à la négociation d'ententes de sécurité sociale, administrer les ententes de sécurité sociale, assurer les liaisons avec les organismes étrangers et coordonner l'intervention de différentes instances gouvernementales.

|                    |                          |                    |                          |
|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|
| <b>SOURCE : SG</b> | <b>FICHER : 3-OBJ.SG</b> | <b>PAGE 4 DE 7</b> | <b>DATE : 2000-03-13</b> |
|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|

## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

### **4. BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE ET DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

#### **4.1 Objectifs généraux**

##### **4.1.1 Secrétariat général**

- Assister et conseiller la sous-ministre et les sous-ministres associé et adjointes dans la conduite des affaires courantes du ministère et dans les relations avec le cabinet du ministre, le ministère du Conseil exécutif, le secrétariat du Conseil du trésor.

##### **4.1.2 Direction des Affaires juridiques**

- Soutenir et conseiller les autorités ministérielles et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de services juridiques et de législation et représenter le ministère devant les tribunaux.

##### **4.1.3 Direction des Communications**

- Assister et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de communications auprès des employés, des clientèles et de la population en général.

##### **4.1.4 Direction de la Planification stratégique**

- Soutenir et conseiller les autorités ministérielles et les unités administratives en matière de planification stratégique, de recherche et d'évaluation des programmes.

##### **4.1.5 Direction générale des services administratifs**

- Soutenir et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de gestion de ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles.

**SOURCE : SG**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 5 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**

## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

### **4.2 Modes d'intervention**

#### **4.2.1 Secrétariat général**

- Coordonner et assurer le suivi des réunions du Bureau de la sous-ministre (BSM) et des réunions avec le ministre.
- Assurer l'étude, l'analyse et le suivi des dossiers relatifs aux relations fédérales-provinciales, interprovinciales et internationales; assurer la coordination des relations ministérielles avec les ministères et organismes.
- Administrer, pour le ministère, la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- Traiter les plaintes conformément à la *Politique ministérielle de gestion des plaintes* et assurer la coordination ministérielle du dossier des plaintes.
- Coordonner l'étude annuelle des crédits.

#### **4.2.2 Direction des affaires juridiques**

- Fournir les avis, opinions et conseils juridiques portant sur les lois et règlements dont l'application incombe au ministère ainsi que sur toute question reliée à ses activités.
- Participer à l'élaboration ou à la modification des lois et règlements sous la responsabilité du ministre; en assurer la rédaction ainsi que celle de certains décrets et arrêtés ministériels.
- Vérifier les ententes ou contrats, leur conformité aux lois et règlements pertinents, à l'occasion en rédiger et participer aux négociations.
- Assumer la représentation du ministre lorsque ses décisions sont contestées devant le Tribunal administratif du Québec et agir comme conseil auprès des directions du contentieux du Procureur général du Québec lorsque des recours sont intentés contre le ministre devant les tribunaux judiciaires.

**SOURCE : SG**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 6 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**



## FICHE SYNTHÈSE

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

### **4.2.3 Direction des communications**

- Coordonner l'établissement et la mise en œuvre des stratégies de communication auprès du personnel, des clientèles et de la population en général sur la loi, la mission, les objectifs, les politiques, les programmes, les services et les activités du ministère.
- Assurer la gestion de la diffusion des documents de nature privée ou publique qui sont conservés au Centre de documentation et au Centre de gestion documentaire.

### **4.2.4 Direction de la planification stratégique**

- Effectuer des études et des recherches dans les domaines de compétence ministérielle; coordonner l'élaboration du plan stratégique ministériel et en assurer le suivi; procéder à l'évaluation des programmes; produire les statistiques officielles sur les activités du ministère.

### **4.2.5 Direction générale des services administratifs**

- Assurer les services de développement organisationnel, d'aide aux employés, d'accès à l'égalité, de paie, de gestion des avantages sociaux, de relations de travail, d'organisation administrative et de dotation, et élaborer les politiques de gestion des ressources humaines.
- Coordonner le plan de modernisation de la fonction publique pour de meilleurs services aux citoyens et assurer l'implantation du projet GIRES.
- Planifier et coordonner les activités reliées au budget, au contrôle des engagements et des dépenses et à la préparation des états financiers; proposer et implanter un plan de gestion financière, procurer aux unités administratives les espaces, les biens et les services requis.
- Assurer le développement, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'information du ministère; assurer la gestion du parc informatique du ministère.
- Assurer les liaisons nécessaires avec les organismes centraux et les autres ministères et organismes du gouvernement.

**SOURCE : SG**

**FICHER : 3-OBJ.SG**

**PAGE 7 DE 7**

**DATE : 2000-03-13**

#### **4. LES CRÉDITS DÉTAILLÉS 2000-2001**

**EN '000 \$**

| BUDGETS/<br>SUPERCATÉGORIES/<br>CATÉGORIES      | PROGRAMME<br>01 | PROGRAMME<br>02 | PROGRAMME<br>03 | PROGRAMME<br>04 | TOTAL            |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|
| <b>BUDGET DE DÉPENSES</b>                       |                 |                 |                 |                 |                  |
| <b>RÉMUNÉRATION</b>                             |                 |                 |                 |                 |                  |
| Traitements                                     | 11 404,6        | 51 731,1        | 15 258,5        | 26 795,0        | 105 189,2        |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                           |                 |                 |                 |                 |                  |
| Loyers de la S.I.Q.                             |                 | 9 458,6         | 2 881,1         | 2 330,0         | 14 669,7         |
| Amortissement                                   | 369,3           | 2 551,7         | 230,0           | 2 100,0         | 5 251,0          |
| Autres dépenses                                 | 2 406,4         | 14 296,4        | 2 375,0         | 5 572,9         | 24 650,7         |
| Sous-total - Fonctionnement                     | 2 775,7         | 26 306,7        | 5 486,1         | 10 002,9        | 44 571,4         |
| <b>TRANSFERT</b>                                | 2 822,9         | 17 690,0        | 495,4           |                 | 21 008,3         |
| <b>CRÉANCES DOUTEUSES</b>                       |                 |                 |                 | 500,0           | 500,0            |
| <b>TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES</b>               | <b>17 003,2</b> | <b>95 727,8</b> | <b>21 240,0</b> | <b>37 297,9</b> | <b>171 268,9</b> |
| <b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>                 |                 |                 |                 |                 |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS</b>                          | 96,2            | 1 463,4         | 87,4            | 2 400,0         | 4 047,0          |
| <b>PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES<br/>ET AUTRES</b> |                 | 200,0           |                 |                 | 200,0            |
| <b>TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>         | <b>96,2</b>     | <b>1 663,4</b>  | <b>87,4</b>     | <b>2 400,0</b>  | <b>4 247,0</b>   |
| <b>EFFECTIF TOTAL</b>                           | <b>257</b>      | <b>1 034</b>    | <b>328</b>      | <b>513</b>      | <b>2 132</b>     |
|   |                 |                 |                 |                 |                  |
| SOURCE : DRFM                                   |                 |                 |                 |                 |                  |
| FICHER : 4-CRE.SOM.RFM                          |                 |                 |                 |                 |                  |
| PAGE 1 DE 5                                     |                 |                 |                 |                 |                  |
| DATE : 00-03-07                                 |                 |                 |                 |                 |                  |

**EN '000 \$**

| BUDGETS/<br>SUPERCATÉGORIES/<br>CATÉGORIES        | RELATIONS<br>CIVIQUES<br>ÉLÉMENT<br>01 | RELATIONS<br>AVEC LES<br>CITOYENS<br>ÉLÉMENT<br>02 | TOTAL<br>PROGRAMME 01 |
|---|--|--|-----------------------|
| <b>BUDGET DE DÉPENSES</b>                         |  |  |                       |
| <b>RÉMUNÉRATION</b>                               |  |  |                       |
| Traitements                                       | 2 165,1                                | 9 239,5  | 11 404,6              |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                             |  |  |                       |
| Loyers de la S.I.Q.                               |  |  |                       |
| Amortissement                                     |  | 369,3  | 369,3                 |
| Autres dépenses                                   | 205,0                                  | 2 201,4  | 2 406,4               |
| Sous-total - Fonctionnement                       | 205,0                                  | 2 570,7  | 2 775,7               |
| <b>TRANSFERT</b>                                  | 2 822,9                                |  | 2 822,9               |
| <b>CRÉANCES DOUTEUSES</b>                         |  |  |                       |
| <b>TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES</b>                 | <b>5 193,0</b>                         | <b>11 810,2</b>                                    | <b>17 003,2</b>       |
| <b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>                   |  |  |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS</b>                            |  | 96,2   | 96,2                  |
| <b>PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES<br/>  ET AUTRES</b> |  |  |                       |
| <b>TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>           |  | <b>96,2</b>  | <b>96,2</b>           |
| <b>EFFECTIF TOTAL</b>                             | <b>42</b>                              | <b>215</b>   | <b>257</b>            |

**MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS  
ET DE L'IMMIGRATION  
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2000-2001  
EN '000 \$**

**PROGRAMME 02 - IMMIGRATION ET INTÉGRATION**

| <b>BUDGETS/<br/>SUPERCATÉGORIES/<br/>CATÉGORIES</b> | <b>SERVICE<br/>D'IMMIGRATION<br/>ET<br/>ÉTABLISSEMENT<br/>ÉLÉMENT 01</b> | <b>DIRECTION ET<br/>SERVICES<br/>ADMINISTRATIFS<br/>ÉLÉMENT 02</b> | <b>TOTAL<br/>PROGRAMME 02</b> |
|---|--|--|-------------------------------|
| <b>BUDGET DE DÉPENSES</b>                           |  |  |                               |
| <b>RÉMUNÉRATION</b>                                 |  |  |                               |
| Traitements   | 35 913,6   | 15 817,5   | 51 731,1                      |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                               |  |  |                               |
| Loyers de la S.I.Q.                                 |  | 9 458,6  | 9 458,6                       |
| Amortissement                                       |  | 2 551,7  | 2 551,7                       |
| Autres dépenses                                     | 6 434,4  | 7 862,0  | 14 296,4                      |
| Sous-total - Fonctionnement                         | 6 434,4  | 19 872,3   | 26 306,7                      |
| <b>TRANSFERT</b>                                    | 17 360,0   | 330,0  | 17 690,0                      |
| <b>CRÉANCES DOUTEUSES</b>                           |  |  |                               |
| <b>TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES</b>                   | <b>59 708,0</b>  | <b>36 019,8</b>  | <b>95 727,8</b>               |
| <b>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>                     |  |  |                               |
| <b>IMMOBILISATIONS</b>                              | 27,0   | 1 436,4  | 1 463,4                       |
| <b>PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES<br/>    ET AUTRES</b> | 200,0  |  | 200,0                         |
| <b>TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS</b>             | <b>227,0</b>   | <b>1 436,4</b>   | <b>1 663,4</b>                |
| <b>EFFECTIF TOTAL</b>                               | <b>807</b>   | <b>227</b>   | <b>1 034</b>                  |

SOURCE : DRFM

FICHER : 4-CRE.PRO.RFM

PAGE 3 DE 5

DATE : 00-03-07

**PROGRAMME 03 - ORGANISMES - CONSEILS ET DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE**

18

## PROGRAMME 04 - CURATEUR PUBLIC

19